



## Arrestation d'Alexis SINDUHIJE Communiqué de presse, 20/01/12

Alexis Sinduhije, président du MSD, membre actif de l'ADC-Ikibiri, a été arrêté le 11 janvier 2012 à l'aéroport de Dar-es-Salaam, lors de son arrivée en Tanzanie. Son interpellation s'est déroulée hors de tout cadre légal, puisqu'il ne lui a pas été notifié, pas plus qu'à ses avocats, les charges pesant contre lui. Malgré l'absence de la moindre accusation formulée par la justice tanzanienne, l'inexistence d'un mandat d'arrêt international Interpol et d'un acte d'accusation instruit par la justice burundaise, la détention d'Alexis Sinduhije a été prolongée sans qu'aucune échéance ne soit formulée à ses défenseurs. La dimension politique de l'incarcération de l'un des principaux

opposants au pouvoir en place à Bujumbura dans un pays étranger s'impose à tous les observateurs, malgré le démenti des autorités concernées. Cependant, l'implication par un tel acte d'un pays membre de l'EAC (East African Community) dans la vie politique d'un pays voisin recèle une dimension géopolitique lourde de dangers pour la stabilité de la sous-région.

L'entourage politique d'Alexis Sinduhije tient à apporter les précisions suivantes :

- Alexis Sinduhije et son parti, le MSD, défendent une vision inaltérable de la vie démocratique, arquée autour de la paix et de la liberté d'expression, comme il est affirmé dans la charte du parti (cf pièce jointe)
- Les accusations formulées dans la presse et dans un récent rapport de l'ONU sont nulles et sans fondement. Alexis Sinduhije, comme il l'a toujours défendu, entend mener sa lutte politique sur le terrain du débat et du dialogue en excluant catégoriquement le recours à la violence dont a tant souffert son pays.
- Devant la dérive autoritaire du gouvernement de M. Pierre Nkurunziza, Alexis Sinduhije s'est trouvé contraint à l'exil, et c'est depuis la France ou d'autres pays de la sous-région qu'il entend initier et mener son travail politique, sur la base d'expertises, de dialogues et de débats, afin de bâtir et structurer un programme de relèvement de Burundi.
- Alexis Sinduhije n'a jamais conçu un autre avenir pour son pays que le dialogue, l'intelligence et la paix. Les allégations le présentant comme l'instigateur d'une rébellion armée et comme un conspirateur sont parfaitement mensongères et ne relèvent que de la désinformation. Alexis est un militant de la paix et le restera. C'est sur ce terrain et nul autre que jusqu'au bout il se battra.



## Charte du MSD, Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

Le MSD a vocation de devenir un acteur majeur de la vie démocratique au Burundi au cours des années à venir. La force du parti est d'abord sa capacité à promouvoir un projet de société et à établir un pacte vertueux avec ses adhérents et électeurs ainsi qu'avec le peuple burundais. La vision politique du MSD est publique car elle appartient à la Nation, et son choix par les électeurs doit résulter d'une adhésion libre et informée.

Pour le MSD, la Nation burundaise est une et indivisible. La République est laïque. En son sein, toute distinction ethnique, religieuse, sexuelle ou sociale doit être proscrite. Le Burundi doit devenir un Etat de droit, dont les lois sont le fruit de la démocratie. La liberté d'expression est le socle de la République. Les institutions de l'Etat sont au service de la population et celui-ci doit garantir à chaque citoyen la sécurité physique et sociale.

Le MSD est un parti pacifiste, qui n'a aucune vocation à la violence. Pour le Mouvement, le développement du pays ne peut surgir que de l'instauration d'un débat ouvert libre et apaisé, en-dehors duquel la démocratie n'existe pas. En l'absence de cet espace politique, le MSD ne participera à aucun compromis gouvernemental, sur la foi de sa dénonciation de la dictature. En ce cas, le parti s'organisera en exil. Cependant et en aucun cas le MSD ne participera à une entreprise violente et n'entretiendra l'insécurité ou la guerre. En conséquence, la présence et le travail du MSD sur la terre du Burundi sont des marqueurs démocratiques rédhitoires.

Dans ce cadre, le MSD promeut le renforcement du lien entre l'Etat et le peuple par une lutte sans compromis contre la corruption et le détournement du bien social, ainsi que la restauration de la confiance entre la population et les forces nationales de sécurité par une réforme de l'armée et de la police.

La première des réformes entreprises par le MSD sera constitutionnelle, avec pour objectifs la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif, la création d'un droit de censure fonctionnel du Parlement sur le gouvernement, l'instauration d'une haute autorité d'éthique républicaine composée de sages nommés par les partis de gouvernement, supervisant l'Etat, et la formalisation de la vocation territoriale du Sénat.

Avec la volonté de renforcer la cohésion sociale, le MSD souhaite lancer un grand débat national permanent associant la société civile, par le biais du tissu associatif et des réseaux de protection des droits de l'homme, aux décisions politiques régaliennes.

Le modèle sociétal que compte bâtir le MSD s'appuie d'abord sur un Etat irréprochable, respectueux de chaque individu, soucieux de ventiler les richesses produites auprès de toute la population, en développant le bien public et son fonctionnement. L'essor du pays s'appuiera sur un ensemble de grands chantiers nationaux adaptés à la situation et au caractère propres du Burundi. Le MSD estime que la démographie peut se révéler l'un des atouts majeurs du pays si l'on parvient à affronter son enjeu. Ainsi, la structuration d'une éducation d'excellence, primaire et secondaire, apte à orienter le pays vers des secteurs industriels de pointe, technologiques, pharmaceutiques et énergétiques, serait une priorité nationale. L'amélioration des performances agricoles, dans un cadre bioéthique, respectueux de l'environnement et préservant les espaces et la diversité naturels du territoire, un vaste chantier d'infrastructures routières, la mise en place d'un plan énergétique de pointe, la promotion de crédits industriels locaux, le soutien cadré à l'investissement entrepreneurial, seraient les jalons d'une réintégration de l'économie informelle dans le cadre national. L'assainissement des dépenses publiques, sur la base des priorités programmatiques du MSD, contribuera à la consolidation de la signature burundaise sur les marchés, tandis qu'un grand emprunt « du renouveau », lancé sur les marchés internationaux sera consacré au financement de ces priorités.

En cadrant les déficits publics, une relance de la consommation sera initiée avec un allègement de la fiscalité locale et le transfert des compétences territoriales à l'échelon national.

Le Burundi doit prioritairement s'inscrire dans l'essor sous-régional et s'y émanciper à travers une série d'initiatives politiques : l'instauration d'un espace de libre circulation des personnes, d'une conférence douanière attachée à la communauté économique ou monétaire concernée, et la création d'une monnaie intra-communautaire garantie par une banque centrale des Grands Lacs. De plus, le Burundi doit garantir sa place dans les projets d'infrastructures sous-régionaux soutenus par l'aide multilatérale.

En laissant libre place à l'initiative privée, l'Etat doit veiller à la préservation de la richesse nationale et à la bonne négociation des grands contrats internationaux. Le service public doit être sanctuarisé, et les concessions accordées resteront sous le strict contrôle de l'Etat.

Enfin, la solidarité nationale doit s'exprimer à travers l'ambition de n'oublier aucun Burundais, quel que soit son sexe, son âge ou les accidents de la vie auxquels il a à faire face.

La confiance inaliénable des Burundais dans leurs institutions est le ciment du projet.

Le socle du développement national se trouve dans la profonde réforme morale du pays, où politique ne doit plus rimer qu'avec sérénité et prospérité.